

Vladimir Poutine vient-il de pousser l'Europe à sauver son honneur... et son avenir ?



Les dirigeants de l'Union européenne ont multiplié ces derniers jours les initiatives pour contraindre la Russie à renoncer à son offensive militaire en Ukraine. Le conflit armé déclenché par Vladimir Poutine rebat les cartes de la diplomatie et de la sécurité de l'Europe.

Avec Yves Bertoncini, Rodrigo Ballester

Atlantico : Que cela soit dans les annonces d'Ursula von der Leyen au nom de la Commission européenne ou des réponses des différents États à l'invasion de l'Ukraine, on semble noter une volonté d'action rapide et claire. L' [Union européenne et ses États membres sont-ils à la hauteur de l'enjeu](#) ?

Rodrigo Ballester : D'emblée, laissez-moi préciser qu'il est hasardeux de se prononcer de manière sur des évènements vertigineux qui ont lieu sous nos yeux et dont personne ne peut calibrer les conséquences. Soyons donc prudents dans l'analyse et rappelons que nous sommes dans la première semaine d'un conflit extrêmement volatile qui pourrait se terminer dans les prochains jours, stagner pendant de nombreuses années ou muer en conflit mondial.

L'Histoire dira si les décisions prises ces jours-ci par l'ensemble de l'UE sont les bonnes, mais nul doute qu'elle a agi avec détermination, unité, rapidité et ambition. Si d'aucuns craignaient que l'Union agisse avec torpeur, lenteur et langueur, ils ont de quoi être déçus. Malgré quelques atermoiements initiaux (tout à fait compréhensibles à l'aune de la situation) l'UE et ses Etats membres ont pris des décisions qui étaient inconcevables il y a à peine quelques semaines. Et surtout, elle a pris la mesure des menaces qui la guettent et a réalisé que face à ces-dernières, elle se trouvait nue et divisée, dans un état de nonchalance géopolitique absolument téméraire. Elle, qui lévissait au-dessus des dangers géopolitiques et vivait dans sa bulle post-guerre froide, vient de sortir brutalement de cet état virginal et vient de « se déniaiser » pour ainsi dire. En plus, avec détermination. C'est ce que j'appelle être à la hauteur des enjeux.

Yves Bertoncini : Les Européens ont rapidement fait tout ce qui était possible en termes de réprobation politique de l'agression russe et de sanctions économiques et financières contre « Moscou ». Ils soutiennent unanimement les Ukrainiens, y compris en termes d'assistance humanitaire et d'accueil des réfugiés qui arrivent sur notre sol. L'Union européenne va financer des livraisons d'armes à l'Ukraine, en complément de celles programmées par la plupart des Etats-membres. Ce sont des réactions bienvenues et salutaires, qui n'étaient pas forcément acquises d'avance, sont à la hauteur de la menace et auxquelles ne s'attendait sans doute pas Vladimir Poutine.

Dès lors qu'il n'était pas prévu pour eux d'intervenir militairement – l'Ukraine n'étant membre ni de l'UE, ni de l'OTAN – les Européens ont mobilisé l'essentiel des outils dont ils disposent afin que la Russie paie le prix le plus élevé possible après son invasion – même si cela ne la dissuadera sans doute pas de poursuivre sa conquête militaire...

Dans quelle mesure les [décisions à travers l'Europe marquent-elles une rupture avec ce qui a pu être fait auparavant](#) ? Est-ce un changement salutaire ?

Rodrigo Ballester : Depuis que la Politique Extérieure et de Défense européenne existe, on l'a toujours considérée comme le canard boiteux, la fausse bonne idée de la construction européenne qui faisait du surplace en trainant le boulet de l'unanimité. Et là, en trois jours, toutes les lignes rouges sautent : malgré l'unanimité, les Etats membres adoptent rapidement des sanctions sans précédents (dont ils sont prêts à payer le prix et malgré des intérêts nationaux bien différents), certains envoient des armes, d'autres ouvrent spontanément et généreusement leurs frontières aux réfugiés, d'autres revoient leurs politique énergétique et l'UE mobilise 500 millions d'euros (European Peace Facility) pour acquérir et acheminer des armes en Ukraine ! Du jamais vu. Exemple paradigmatique de ce changement de cap, le discours d'Olaf Scholz annonçant un changement copernicien de sa politique de défense et extérieure. Rupture ? Le mot est faible.

Est-il salutaire ? A bien d'égards, oui, surtout car il constitue une prise de conscience (certes violente) face à une menace existentielle dont l'Europe ne se souciait guère et qui pourtant crevait les yeux. Surtout sur deux tableaux : la défense et l'énergie. Il était insoutenable que

l'Europe continue de sous-traiter sa défense à l'OTAN avec désinvolture tout en s'approvisionnant allègrement de gaz russe bon marché comme si elle était immune aux aléas de la géopolitique. Si l'agression russe ne dégénère pas en conflit mondial, il y a fort à parier que l'Europe au sens large, changera drastiquement son approche. J'ose également espérer que cette gifle de réalisme fera réaliser à l'Europe la futilité de certaines querelles internes qui minent sa cohésion et sa capacité à avancer pour de bon sur des sujets cruciaux comme ces derniers.

Ce sursaut est dès lors salutaire, bien évidemment, mais attention, il serait également dangereux de faire de cette crise sans précédents le socle d'un renouveau européen précipité. Je me méfie de ceux qui clament avec lyrisme que l'Europe se construit au fil des crises (l'un des clichés les plus ânonnés sur l'Europe) et voient avec un certain sadisme des opportunités là où il y a surtout, et avant tout, des énormes problèmes. Une Europe construite de crise en crise est en partie une Europe forcée, imposée, non-désirée. Si une majorité de citoyens et d'Etats membres ne s'y retrouvent pas, alors l'union sacrée actuelle pourrait n'être qu'un feu de paille une fois la menace repoussée. Alors, à la guerre comme à la guerre ; en ce moment, l'unité prime. Mais attention avec les tentations d'accélérer l'Union à travers des faits accomplis ou de prendre des décisions précipitées sous le feu de l'action. Par exemple, est-ce raisonnable de faire adhérer l'Ukraine dans les circonstances actuelles ?

Yves Bertoncini : Ce n'est pas la première fois que les Européens prennent pareilles sanctions, mais elles n'ont jamais été si amples et si immédiates. Le financement commun de livraisons d'armes à un pays en guerre, à hauteur de 500 millions d'euros, est aussi une grande première sur le plan symbolique et opérationnel – de même que les livraisons consenties par l'Allemagne et d'autres pays d'ordinaire plus neutres. Ces ruptures participent de l'affirmation croissante de l'UE en matière géopolitique, au même titre que le Fonds européen pour la défense récemment mis en place pour financer des projets de recherche et développement en matière militaire.

Pour autant, la brutalité de l'invasion russe a surtout pour effet de rappeler le rôle essentiel de l'OTAN - et donc des USA - pour une protection effective et dissuasive de ses pays membres : elle devrait donc aussi être porteuse de continuité en matière stratégique pour les Européens, en ramenant les Américains vers notre continent. C'est d'ailleurs parce qu'il n'est pas question d'intervention militaire que l'UE a pu affirmer sa valeur ajoutée et son leadership au regard de ceux de l'OTAN, ce qui ne serait pas le cas si une confrontation plus directe advenait.

Cela [pourrait-il se traduire par des changements de long terme](#) ? La crise ukrainienne va-t-elle par la force des choses redonner un nouveau souffle à l'Union européenne ?

Rodrigo Ballester : Sans doute. En premier lieu, la défense. Il y a fort à parier que la majorité des Etats membres vont augmenter leurs dépenses militaires et, aussi, leur coopération au niveau européen d'autant plus qu'il y avait un réel appétit sur ce sujet déjà avant l'invasion russe. Il ne s'agit pas de créer une « armée européenne », mais l'objectif

pourrait être un pilier européen au sein de l'OTAN que Poutine semble avoir réveillée de sa mort cérébrale. L'UE, notamment à travers des fonds européens, pourrait être décisive pour aider les Etats à se réarmer.

Deuxièmement, la politique énergétique et le retour en grâce, par la grande porte, du nucléaire que la Commission considère déjà comme une énergie verte de transition. D'ailleurs, il se pourrait bien que le Green Deal européen, vertement critiqué pour ses objectifs maximalistes et sa rigidité soit une victime collatérale de la nouvelle donne. La politique énergétique européenne ne peut pas dépendre principalement du dogmatisme du climat. Franchement, va-t-on continuer à ne parler que d'énergies renouvelables comme si de rien n'était ? Réduire le Co2 sans nucléaire, à quel prix géopolitique ?

Personnellement, j'espère que l'Union bénéficiera d'un nouveau souffle de pragmatisme et qu'elle cessera de se diviser en interne sur des questions dogmatiques. Comment bâtir une vraie politique de défense si le Premier Ministre néerlandais déclare qu'il veut mettre « la Hongrie à genoux » parce qu'elle interdit la théorie du genre dans les écoles ou si la Pologne est clouée au pilori sur son système judiciaire ? Ces deux pays (surtout la Pologne) sont en première ligne, ils assumeront sur leurs épaules l'accueil de la majorité des réfugiés ukrainiens, et on leur bloque encore les milliards de leur Plan de Relance et on leur reproche encore d'avoir refusé les très technocratiques quotas de migrants en 2015 qui étaient voués à l'échec ? Quand la géopolitique fait son entrée fracassante, il est temps d'abandonner cette obsession pour ces « valeurs communes » qui n'ont fait que diviser les Etats membres. Les vraies valeurs de l'Europe, c'est de faire face de manière solidaire face à une menace existentielle. Franchement, à quoi bon faire une fixation sur « l'autodétermination de genre sans limite d'âge » alors que Poutine parle de dissuasion nucléaire ?

Yves Bertoncini : L'agression russe de l'Ukraine s'ajoute aux nombreux défis extérieurs auxquels les Européens doivent faire face sur le plan sécuritaire (au même titre que le terrorisme islamiste), mais aussi en matière économique, environnementale, technologique...

Tous ces défis doivent inciter les Européens à « prendre leur destin en main », selon l'expression d'Angela Merkel, même si cela nécessite beaucoup de temps en matière militaire – ce sera notamment le cas pour la montée en puissance historique annoncée par les nouvelles autorités allemandes.

L'heure semble cependant venue de mettre enfin en œuvre les engagements pris à Maastricht il y a tout juste 30 ans en matière de sécurité collective, c'est-à-dire de politique étrangère et de sécurité commune, de politique de défense européenne et de coopération policière et judiciaire... La « fin de l'après-guerre froide » à laquelle nous assistons peut donner un nouveau souffle et même une raison d'être supplémentaire à l'Union européenne, à condition de bien articuler ses interventions et celle de nos alliés américains et atlantiques, pour des raisons d'efficacité comme pour maintenir le consensus actuel.

Est-ce à terme le modèle civilisationnel occidental et européen en particulier qui pourrait en sortir renforcé, au détriment du modèle russe ?

Rodrigo Ballester : Soyons sérieux : l'Europe se réveille-t-elle enfin et nous pensons que notre « modèle » en sortirait renforcé, après une semaine de conflit, sans en connaître l'issue ? Et surtout, soyons mesurés, je ne parlerais pas de clash de civilisations. Il y a certes un affrontement de modèles géopolitiques. Par exemple, la notion de zone d'influence semble être battue en brèche au bénéfice de la liberté de chaque pays de choisir son chemin. Surtout, il faut payer un prix réputationnel considérable quand on est considéré comme l'agresseur et comme celui qui fait voler en éclat le consensus, ce que la Russie est clairement. On ne badine pas avec la stabilité ! Un effet amplifié par les réseaux sociaux qui font émerger une conscience dans le monde occidental et permettent à l'Ukraine de bénéficier d'un capital sympathie considérable qui a son importance dans la bataille de l'opinion publique. Poutine avait-il anticipé cela ?

Mais attention au messianisme et à l'arrogance occidentale qui sont en partie à l'origine du conflit actuel. A terme, nous sommes condamnés à nous entendre avec notre voisin et quand bien même l'issue du conflit était défavorable à la Russie, il faudra trouver un terrain d'entente et ne pas répéter les mêmes maladresses. L'heure n'est pas à l'autocritique, mais quand ce moment viendra, il faudra bien reconnaître nos propres errements. Commençons par ne pas considérer notre modèle de civilisation comme étant supérieur à ceux de nos voisins.

Yves Bertoncini : A dire vrai, le « modèle russe » ne me semble guère attractif du point de vue économique, social, sanitaire ou civique – y compris vu de ses pays voisins, dont l'Ukraine, pour lesquels la vie à l'occidentale est jugée nettement plus enviable...

Ce qui peut attirer du côté de Moscou, y compris à l'Ouest, ce serait plutôt l'efficacité militaire et l'affirmation identitaire. Nous verrons bien si la première se confirme à l'issue de la guerre en Ukraine mais aussi au regard de ses suites politiques très incertaines... Quant à l'affirmation identitaire, elle n'est guère probante dans le cadre d'un conflit qui oppose des peuples aussi proches.

Au total, l'image de la Russie risque bien plutôt d'être durablement ternie, comme le laissent augurer les mises au ban qu'elle subit déjà de la part de nombre de pays et d'organisations internationales.